

Inversement, en période normale, le SPN absorbe une large part des excédents de la production. Ceci se pratique à tous les niveaux depuis les matières dites consommables jusqu'aux biens de production (machines outils) ; de plus cette absorption des excédents se fait par le jeu des investissements du SPN (centrales électriques, centrales nucléaires, bâtiment, armement, etc...), là encore par des mesures budgétaires appropriées.

2. LE SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISE, ELEMENT DE RATIONALISATION

Outre ses fonctions régulatrices de la consommation intérieure, le SPN intervient comme moyen de rationalisation de l'économie capitaliste. Le premier aspect de cela, c'est le fait que des services (transports ferroviaires) ou des secteurs productifs (énergie) communs à l'ensemble de la production ont été retirés du champ de la concurrence et organisés centralement. Un autre aspect est dans la nationalisation de secteurs non "rentables" (charbonnages par exemple) dont les déficits sont socialisés.

Mais ces divers aspects de la rationalisation sont évidents : il en existe un autre beaucoup moins visible et autrement plus important. On a dit fréquemment que le pouvoir central intervenait comme arbitre entre les divers intérêts capitalistes ; mais on n'a pas souvent expliqué par quels moyens se faisait cet arbitrage. Fait connu : l'Etat intervient par les subventions directes qu'il accord au secteur privé (investissements dans la sidérurgie) et par la détaxation des produits destinés à l'exportation. Il intervient encore par le canal des commandes du SPN en choisissant ses fournisseurs et en favorisant (voire en exigeant) des regroupements et des fusions d'entreprises ou de trusts. Ainsi la formation du groupe G 3A (Alsacienne Alsthom, Chantiers Atlantique) qui est intervenu pour la construction de l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte.

Le SPN est une forme de collectivisation de la partie commune à l'ensemble de la production capitaliste et intervient dans le processus des regroupements et fusion d'entreprises.

3. DE L'USAGE DES DENIERS PUBLICS

Du point de vue financier, le SPN pourrait être considéré comme une nourrice du secteur privé. Il est particulièrement drôle de voir au tableau des administrateurs de telle entreprise du secteur nationalisé que 50% de ces messieurs sont par ailleurs de distingués PDG qui de Babcock et Wilcox, qui de CSF, qui de Pechiney, etc... Mais il est vrai que le secteur privé est particulièrement intéressé. Il l'est par les avantages tarifaires que lui accordent la SNCF et l'EGF. Signalons au passage que le Kw/h vendu à 40 c. environ au particulier est fourni au prix de production (soit 10 fois moins) aux industriels. Il résulte de cette situation que, si déficit il y a il est épongé grâce aux tarifs élevés des biens et services fournis aux travailleurs. Et si déficit il n'y a pas, c'est une part des investissements qui est assurée par l'ensemble des consommateurs exceptées les entreprises capitalistes ! Et dans le cas où la part "apportée" par les consommateurs ne suffirait pas, les impôts fournissent le complément.